



Options légales et réglementaires pour la formalisation

Centre pour la Recherche Forestière Internationale (CIFOR)

Cadre d'analyse

- FLEGT, Illegal Forest Activities (IFAs), Politically Exposed Persons (PEPs), Integrated Law Enforcement Approach (ILEA), REDD+
- Asie, Afrique, Amérique Latine
- 2010-2013, CE PRO-Formal, focus sur l'amélioration des connaissances et les options de réforme du secteur domestique



Contextes national et international

- Politiques et réglementations forestières qui poussent à la gestion durable surtout :
 - dans les (grandes) concessions forestières (plan d'aménagement, certification,...)
 - pour une production orientée vers l'exportation
- Processus FLEGT (en Afrique):
 - Assurer la légalité de l'ensemble de la production de bois d'œuvre, même celle qui n'est pas exportée
 - Adoption d'un système de suivi national, exhaustif et contraignant
- La consommation régionale et les flux de bois d'œuvre considérés mais méconnus

La coupe...



THINKING beyond the canopy



La preparation...



La transformation...



La sortie...



Le transport...



Les flux (route)...

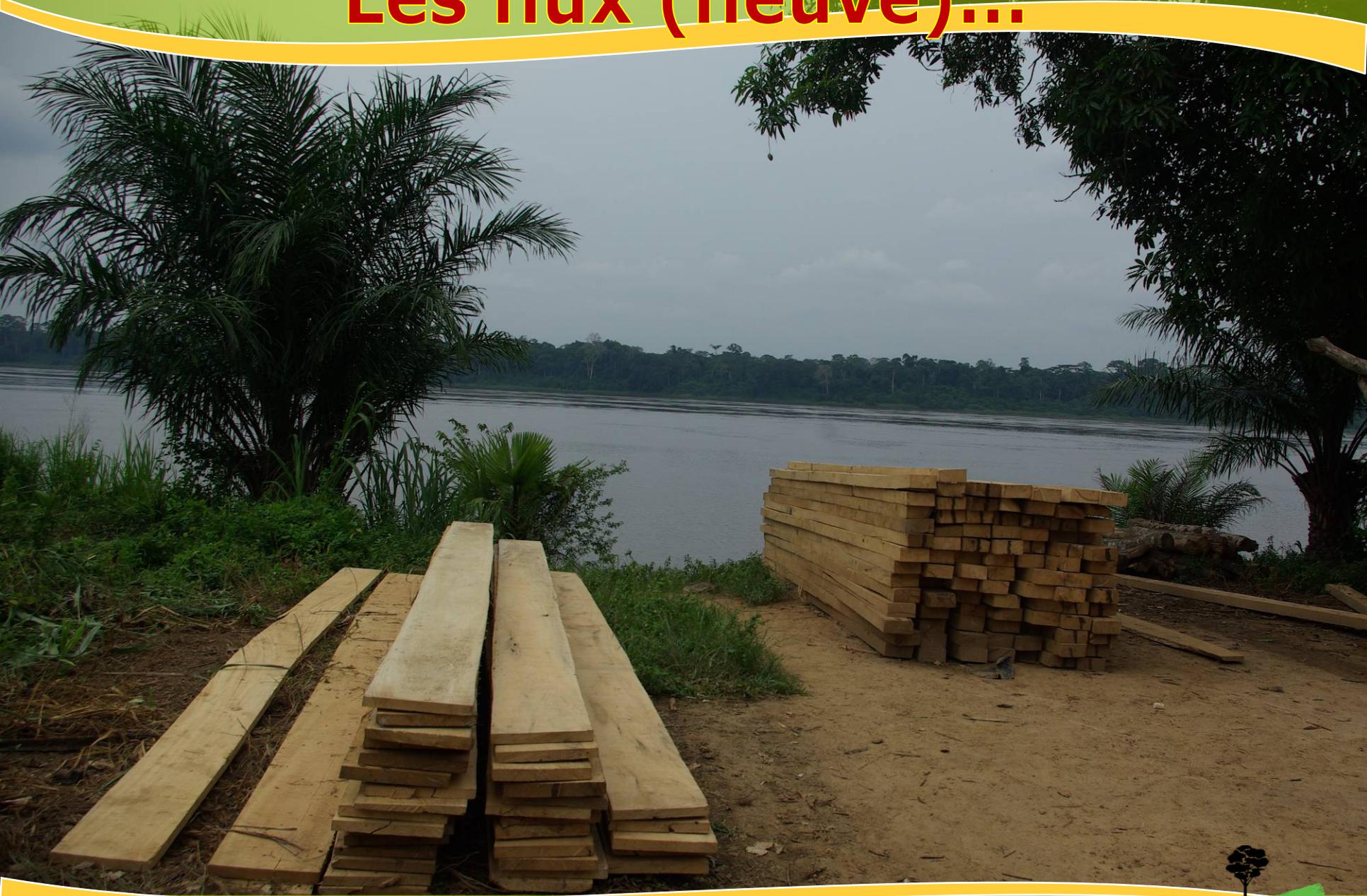


GAROUA-BOULAÏ	238
BANGUI	833
NGAOUNDERE	505
MOUNDOU	899
NDJAMENA	1267

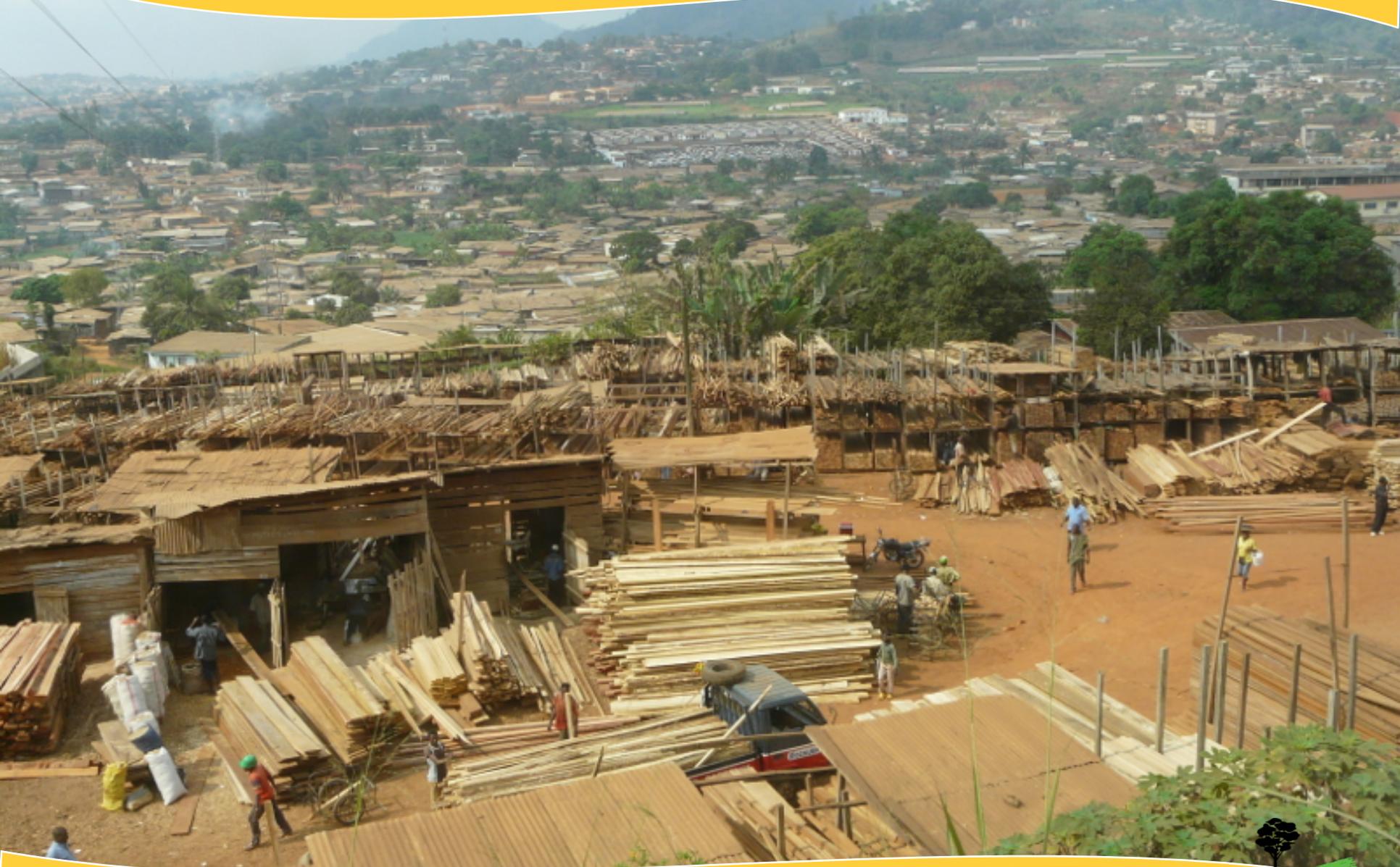
Les flux (rail)...



Les flux (fleuve)...



La vente...



L'utilisation.



Opportunités et défis

- Points positifs
 - Forte contribution aux économies rurales
 - Réponse a une demande croissante
 - Prix inferieur au bois industriel
- Points négatifs
 - Réglementation rarement adaptée pour les praticiens
 - Très bas taux de rendement matière
 - Marchés non transparentes (gouvernance)
 - Faibles revenus pour les Etats
 - Durabilité de certaines espèces
- Quelles options pour maintenir les positifs et diminuer les négatifs?

Sécuriser, légaliser, pérenniser
le secteur domestique
du bois d'œuvre:

Quelques pistes de réflexion

Amélioration du cadre juridique

- Maximiser la compatibilité entre les types de permis et les besoins des scieurs:
 - Clarifier, voire réformer, puis vulgariser les « permis »
 - Décentraliser la délivrance de ces permis (sous la contrainte d'un système de traçabilité)

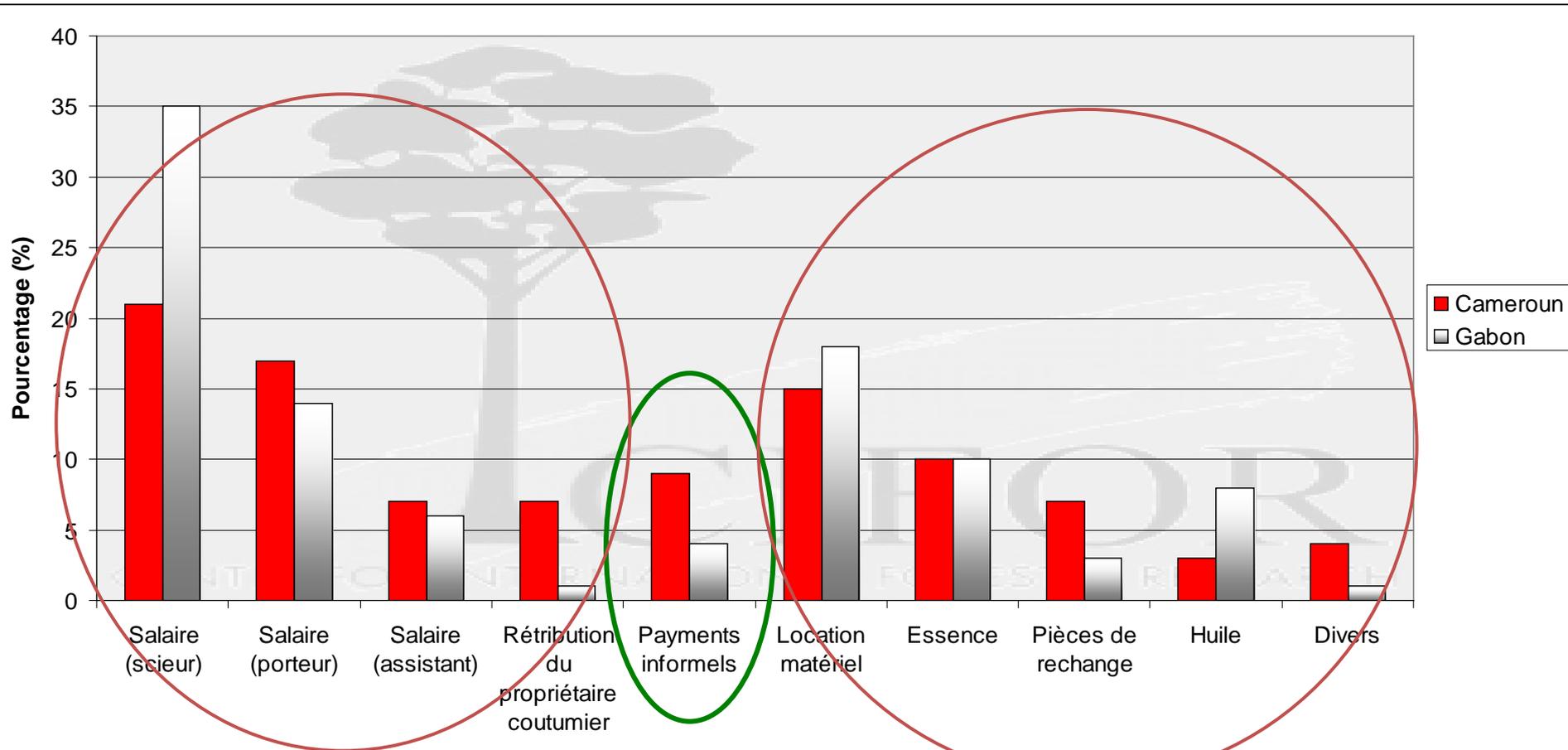
Les principaux problèmes rencontrés par les scieurs

	Gabon	Cameroun
Tracasseries administratives	41%	71%
Pannes mécaniques	17%	13%
Accès aux permis	13%	10%
Abus de confiance (patron, client, ouvrier)	10%	41%
Infrastructures de transport	8%	11%
Relations avec les propriétaires coutumiers	5%	22%
Manque de capital	3%	7%
Rareté de la ressource	2%	11%

Amélioration du cadre juridique

- Maximiser la compatibilité entre les types de permis et les besoins des scieurs:
 - Clarifier, voire réformer, puis vulgariser les « permis »
 - Décentraliser la délivrance de ces permis (sous la contrainte d'un système de traçabilité)
- **Ne pas augmenter le coût d'exploitation:**
 - Coût du titre + fiscalité < Parafiscalité actuelle

Les coûts variables



- **Payement informels: 3-25 US\$/m³ (selon les pays)**

Actions incitatives

- Faciliter l'accès aux ressources gaspillées (billes abandonnées, ...)
- Faciliter l'accès aux informations, formations, crédit
- Faciliter l'accès à certains marchés publics

- Quel rôle pour la foresterie communautaire?
- Quel rôle pour la certification forestière?

Révolutionner la gouvernance du secteur

- Parafiscalité en zones urbaines comme rurales, exercée par les différentes administrations
 - Eaux & Forêts oui mais cela ne résoudra pas le problème
- Tester la création de commissions décentralisées d'octroi des petits permis
 - Composées de différentes administrations déconcentrées?
 - Système de bonus en lien avec le nombre de permis sollicités par an?
 - Audit indépendant annuel
- Messages clairs (et sanctions exemplaires) de la part des Gouvernements

Amélioration de la connaissance

	Essence	Vente (% hors usine)	Vente (US\$/m ³ RWE)	FOB (2009, Cameroun, US\$)	FOB / Prix vente
Planche	Ayous	6,9	34	184	5
	Iroko	5,8	68	290	4
Coffrage	Ayous	23,7	32	184	5

- Quoi des réponses du marché si on améliore la qualité des produits → augmentation du prix?
- Y-aura-t'il une demande?
- Quel rôle pour le bois industriel et les menuiseries locales?

Quelle durabilité écologique ?

- Très peu des données pour prouver aujourd'hui que ce secteur dégrade la ressource. Aucune donnée sur son impact écologique
- Des mesures préventives:
 - S'assurer que l'exploitation a lieu dans le Domaine Forestier Non Permanent / Domaine Rural
 - Cantonner cette activité à certaines zones spécifiques déjà dégradées
 - Financer des campagnes publiques de reboisement
 - Inciter les populations à régénérer/replanter les arbres qu'elles ont autorisé à couper dans leurs terroirs

Conclusion

- Pour diminuer certains flux de bois illégal, les mesures « techniques » prévues par les APV aideront beaucoup (en supposant un soutien effectif et efficace du Gouvernement)
- Pour d'autres flux (aujourd'hui plutôt informels), les mesures « techniques » devront absolument être couplées avec des réformes « politiques » et réglementaires



Merci beaucoup

p.cerutti@cgiar.org



The Center for International Forestry Research (CIFOR) is one of the 15 centres supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR)

THINKING beyond the canopy

